Compte rendu de la séance du vendredi 11 février 2022

Président : GAUTHIER Pierre

Secrétaire : HUGAND Chantal

Présents : Monsieur Fernand ANDRADE, Monsieur François BOULANGER, Madame Carole BRISSEAU, Monsieur Pierre GAUTHIER, Madame Chantal HUGAND, Madame Claudette JACQUES, Madame Martine MAURY, Monsieur Franc SECULA

Excusés : Monsieur Jean-Christophe BEUCAILLOU, Monsieur Franck DEWYNTER, Madame Edith MORVAN

Ordre du jour :

Approbation du précédent compte-rendu

Délibérations :

- Ouverture 25% des crédits en investissement
- Election 3ème adjoint

Informations diverses :

- Devis ESAT du PUCH
- Affaissement du mur de soutènement du cimetière
- Achat défibrillateur
- Demande de dérogation à l'école maternelle de Rauzan
- Point sur les agents
- Subventions versées aux associations
- Repas des aînés

Questions diverses

Le précédent compte-rendu est approuvé à l'unanimité.

Délibérations du conseil :

Election du troisième adjoint (DE 2022 02)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-7-1,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2020-03 fixant le nombre d'adjoints au maire à 3,

Considérant la démission de DEWYNTER Franck , de son poste de 3ème adjoint et de conseiller municipal.

Considérant le courrier de Madame la Préfète en date du 24 décembre 2021, acceptant la démission de Monsieur DEWYNTER Franck,

M. le Maire rappelle que l'élection des adjoints intervient par scrutins successifs, individuels et secrets dans les mêmes conditions que pour celle du Maire. Il est dès lors procédé aux opérations de vote dans les conditions réglementaires.

Après un appel de candidature, il est procédé au déroulement du vote de l'élection du troisième adjoint :

1er tour de scrutin

Candidat : SECULA Franc

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

nombre de bulletins : 8

bulletins blancs ou nuls : 0

suffrages exprimés : 8

majorité absolue : 6

Ont obtenu :

SECULA Franc : 6 voix

M SECULA Franc ayant obtenu la majorité absolue est proclamé troisième adjoint au maire.

Ouverture de 25% des crédits ouverts au BP n-1 en investissement (DE 2022 01)

Monsieur le Maire rappelle les dispositions extraites du Code Général des Collectivités Territoriales :

« Article L1612-1 (Modifié par la Loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (V)

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Le présent article s'applique aux régions, sous réserve des dispositions de l'article L. 4312-6. »

Monsieur le maire informe le conseil municipal que :

le montant budgétisé aux dépenses d'investissement 2021 est de 69 331.01€ (hors chapitre 16 « Remboursements d'emprunts »)

conformément aux textes applicables, cités ci-dessus, la commune a la possibilité de mandater jusqu'à 25% de 69 331.01 € soit 17 332.75€

Monsieur le Maire propose au conseil municipal que les dépenses d'investissements concernées soient les suivantes :

Chapitre 21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES : 17 000€

Après avoir délibéré le conseil municipal décide à l'unanimité d'accepter les propositions de Monsieur le Maire exposées ci-dessus.

Informations diverses :

Salle des fêtes : pour donner suite à la démission de l'architecte et en lien avec les juristes de l'AMG, nous ne pouvons demander des indemnités à l'architecte. Les élus se réunissent le 3 mars 2022 à 18h30, pour décider quelles suites donner au projet de rénovation de la salle des fêtes.

ESAT du Puch : un devis de 8 000€ est présenté et validé.

Cimetière église : Pour donner suite à la détérioration récente, il est expliqué que la préfecture est saisie et que des demandes de devis pour le carottage sont en cours.

Cimetière nouveau : la grille d'entrée est en réparation.

Défiibrillateur : un devis est présenté, le projet est validé.

SIRP : Pour donner suite à la demande de financement de cartouches d'encre, il est demandé que cela soit inclus dans le budget de participation annuelle.

Subventions aux associations : pour donner suite au décret du 31 décembre 2021, le nouveau CERFA de demande unique de subventions est présenté.

Repas des aînés : les conditions négociées avec le restaurant sont : 26€ le repas avec les cafés. La commune fournit le vin blanc au restaurateur pour le kir. Un droit de bouchon de 2€ est demandé. Le repas aura lieu le 11 mars 2022, les invitations sont distribuées.

Charte graphique et Echo : pour donner suite à la rencontre avec une graphiste nous sommes dans l'attente d'un devis.

CCID : elle est fixée au 8 mars 2022 à 10h00

Urbanisme : pour donner suite à au décès du propriétaire, l'absence d'héritier et l'inactivité du notaire, le domaine des propriété privées va être saisi par le SDEEG. Concernant l'installation illégale d'un deuxième mobil-home un PV d'infraction va être envoyé au procureur.

Voirie : suite à l'appel d'offre lancé par Monsieur VIENNE et conformément à ses observations, l'entreprise Alinéa est choisie.

Personnel : L'agent technique a souhaité mettre un terme à sa période d'essai. Un entretien est demandé à l'agent administratif titulaire pour connaître ses besoins et attentes. La secrétaire remplaçante sera présente 2 demi-journées supplémentaires.